



Financer l'avenir des villes

dans les pays les moins avancés



LES DÉFIS DE L'URBANISATION

Les pressions démographiques, les effets du changement climatique et les promesses d'opportunités économiques **poussent de plus en plus les populations rurales vers les villes.**

En 2000, 30% des Africains et 35% des Asiatiques vivaient dans les villes. Cette proportion a atteint 40% parmi les Africains et 47% parmi les Asiatiques en 2014 et elle sera de 62% et 65% respectivement en 2050 selon les projections d'ONU Habitat (voir diagramme ci-dessous). Parmi les 2.5 milliards de personnes qui s'ajouteront à la population urbaine dans les 35 ans à venir, 90% se trouveront en Afrique et en Asie.

Toutefois, la croissance démographique ne se limite pas aux capitales – elle a **un profond impact sur les villes intermédiaires.** Ceci est particulièrement le cas dans les pays les moins avancés (PMA). 56% de la population des PMA vivent dans des villes intermédiaires qui croissent rapidement. Parmi les 679 villes ayant une population entre 300,000 et 500,000 habitants, 271 ont connu un taux de croissance annuel de plus de 3% pendant la période 1990 à 2014. Ces villes se trouvent presque exclusivement dans les PMA.

Le taux d'urbanisation accéléré exerce **une pression énorme sur les ressources des villes** et se traduit par une demande plus élevée en services sanitaires, éducation, transport, énergie, logement et emploi. Au-delà de la fourniture de services de base, le renforcement de la capacité à absorber les chocs de toute nature, la « résilience » est de plus en plus reconnue comme un défi clé dans l'agenda de l'après 2015.

Ainsi, la crise d'Ebola a non seulement déclenché des mesures de confinement dans les grandes villes telles que Monrovia, elle a surtout révélé les faiblesses des infrastructures clés dans des villes secondaires telles que Kenema (Sierra Leone) et Guéckédou (Guinée). Le tremblement de terre au Népal a entraîné d'énormes dégâts à Katmandou et au-delà. Les vagues successives de réfugiés fuyant les guerres et les catastrophes naturelles exercent une pression extraordinaire sur les villes à travers le monde. Ceci souligne non seulement le manque de préparation, mais aussi **le rôle central de la décentralisation** qui met les villes en charge de leur propre développement.

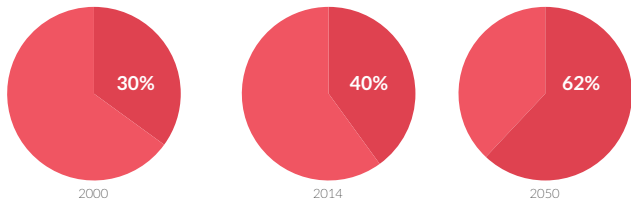
L'avenir du développement économique des PMA repose largement sur la façon dont l'urbanisation est gérée. Les villes abritent un potentiel économique prometteur mais à moins que ce potentiel soit optimisé grâce à des politiques adéquates et la fourniture d'infrastructures d'appui nécessaires, leur impact sur le développement risque d'être négligeable.

Pour réussir ce pari, les gouvernements urbains ont besoin de recourir à des outils innovants et à des financements accrus. **Des investissements colossaux sont nécessaires pour financer les besoins en infrastructures.** La mobilisation de fonds additionnels constitue un défi considérable pour la plupart des villes, qui dépendent encore largement des transferts de l'Etat central pour leurs besoins de développement.

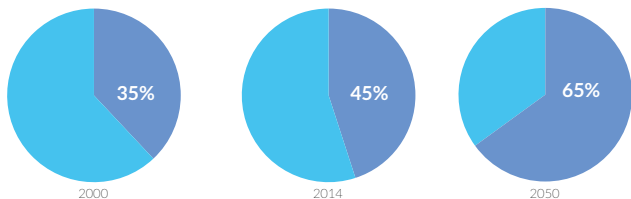
Compte tenu de ces besoins croissants, de nouveaux outils de financement sont nécessaires. La mobilisation des ressources de base et en particulier de la plus-value foncière, un accès facilité à l'emprunt pour les projets « bancables », **la promotion de systèmes d'accès aux marchés financiers** pour les investissements marchands sont autant de solutions potentielles à faciliter pour que les villes puissent progressivement offrir les infrastructures nécessaires au développement local.

POPULATION URBAINE

AFRIQUE



ASIE



NOTRE APPROCHE

UNCDF a un mandat unique dans le Système des Nations Unies. Elle fournit des capitaux d'amorçage pour tester et impulser des outils financiers innovateurs qui répondent aux défis du développement par les villes.

Pendant les 30 dernières années, UNCDF a construit une expertise spécifique dans le financement du développement local, les transferts inter-gouvernementaux et le financement des investissements locaux. UNCDF a ainsi contribué à renforcer la capacité d'investissement des collectivités locales et à soutenir les Etats pour construire des circuits de dépense publique. **Malgré l'expansion des responsabilités et pouvoirs des gouvernements locaux, l'accès aux fonds nécessaires pour fournir les services de base n'a pas été à la hauteur des besoins.**

Toutefois, les opportunités de financements se sont multipliées grâce aux engagements internationaux dans la lutte contre le changement climatique, le volume croissant des contributions de la diaspora et l'émergence de marchés financiers nationaux plus solides. Aujourd'hui, la capacité des gouvernements locaux à accéder à ces fonds dépend largement de leur aptitude de les mobiliser et de l'existence d'un cadre réglementaire favorable. Ceci est le défi que le programme « **Municipal Investment Finance** » (MIF) essaie d'adresser.

Notre objectif est de **renforcer la capacité des gouvernements locaux de réagir aux défis clé de l'urbanisation** (changement climatique, insécurité alimentaire, disponibilité de logements, accès aux services publics,...) à travers plus d'accès à des sources durables de capitaux d'investissement. Le programme MIF atteindra cet objectif en capitalisant l'expérience de l'UNCDF en matière de développement local et de financement d'infrastructures dans les secteurs privés et publics.

En particulier, le programme mettra l'accent sur :

- la consolidation des capacités des collectivités pour accéder à des sources de financement municipal, y compris les obligations municipales ;
- le développement et renforcement des marchés obligataires et des intermédiaires ;
- la création d'un environnement favorable au processus de financement des villes.

Le programme MIF répond également à un nombre de défis et opportunités de l'agenda de l'après-2015 d'après-2015, notamment en relation avec l'**Objectif de Développement Durable (ODD) 11** (« Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables »), l'agenda de Financement du Développement qui accorde également aux collectivités locales une place à part et la question connexe de l'élargissement de l'accès des entités sous-nationales aux ressources financières publiques et privées des marchés nationaux et internationaux.

Le programme MIF propose l'utilisation de mécanismes de finance combinée (« blended finance ») pour contribuer à accroître la mobilisation de financement pour les villes des PMA. En pratique, cela implique **l'application de subventions et d'autres instruments financiers de nature non-subventionnelle tels que les emprunts, les obligations ou les capitaux propres**. Le mélange le plus approprié d'instruments financiers dépendra des circonstances du pays en question et le programme MIF travaillera à créer les conditions favorables pour permettre aux gouvernements locaux d'accéder à un plus grand nombre de sources financiers pour leurs besoins d'investissement.



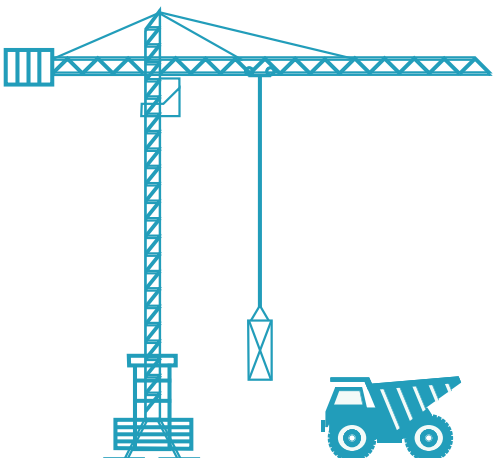
LA STRATÉGIE DU PROGRAMME

4 ETAPES



MIF fournira de l'appui technique et financier à au moins 4 pays et appuiera les transactions financières pour au moins 12 gouvernements locaux. L'objectif est de créer des plateformes et modèles qui permettront d'établir ces transactions pour les municipalités à travers le pays.

LES TROIS PHASES DU PROGRAMME



01 PHASE I: Inception du projet

- Finaliser les outils et méthodologies du projet
- Etablir le système de suivi du projet
- Engager les partenaires et mobiliser les ressources



02 PHASE II: Mise en œuvre

- Mettre en place les groupes de travail gouvernementaux et du secteur privé
- Evaluer les options d'intermédiation financière
- Appuyer les politiques et réformes légales requises
- Evaluer et sélectionner les villes pilotes
- Mettre en œuvre les politiques et réformes légales
- Animer les formations et le renforcement des capacités institutionnelles
- Préparer et mettre à jour les plans d'investissements municipaux
- Préparer et effectuer les transactions financières



03 PHASE III: Consolidation et durabilité

- Compléter les politiques et réformes légales
- Evaluer et sélectionner les villes additionnelles
- Préparer ou mettre en œuvre les plans d'investissements des villes additionnelles
- Analyser les intermédiaires additionnels et les engager
- Continuer à former et renforcer les capacités institutionnelles des gouvernements et du secteur privé
- Préparer et effectuer des transactions financières additionnelles

L'UNCDF est l'agence d'investissement des Nations Unies pour les 48 pays les moins avancés du monde (PMA). Dans le cadre de son mandat de fourniture de capitaux et d'instruments d'investissement, l'UNCDF offre des modèles de financement « au dernier kilomètre » permettant de débloquer les ressources publiques et privées, notamment au niveau national, afin de réduire la pauvreté et d'encourager le développement économique local. Sur ce « dernier kilomètre », les ressources pour le développement se font plus rares, les défaillances du marché sont plus graves et la croissance ne bénéficie pas aux populations locales.

L'UNCDF s'appuie sur deux modèles de financement : **l'inclusion financière**, axée sur l'épargne, qui permet aux individus, aux ménages et aux petites entreprises de participer davantage à l'économie locale, en mettant à leur disposition les outils dont ils ont besoin pour sortir de la pauvreté et gérer leur situation financière ; et les **investissements localisés** – grâce à la décentralisation fiscale, au financement municipal novateur et au financement structuré de projets –, qui contribuent au financement public et privé sous-tendant la croissance économique locale et le développement durable. Ces modèles de financement sont appliqués à des domaines thématiques dans lesquels l'élimination des obstacles entravant le financement à l'échelle locale peut changer la vie des populations et des communautés pauvres et marginalisées.

En renforçant l'accessibilité financière des personnes pauvres au niveau des ménages, des petites entreprises et des infrastructures locales, l'UNCDF contribue à la réalisation du premier objectif de développement durable, qui vise à éradiquer la pauvreté, en mettant l'accent sur le « dernier kilomètre », et sur la lutte contre l'exclusion et les inégalités en matière d'accès. Dans le même temps, l'UNCDF exécute son mandat de fourniture de capitaux conformément au 17e objectif de développement durable, relatif au renforcement des moyens de mise en œuvre, afin de débloquer les financements publics et privés en faveur des populations pauvres au niveau local. En identifiant les segments de marché dans lesquels les modèles de financement novateurs peuvent foncièrement faciliter le financement « au dernier kilomètre », l'UNCDF contribue à la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable et de 28 cibles sur les 169 que compte le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

CONTACTEZ NOUS

 **Vito Intini**
Municipal Investment Finance Programme Manager

UN **UN Capital Development Fund**
Two United Nations Plaza, New York, NY 10017

CD **F**

✉ vito.intini@uncdf.org 🌐 www.uncdf.org ☎ +1 212 906 6469
🐦 [www.twitter.com/uncdf](https://twitter.com/uncdf) 📘 www.facebook.com/uncdf

Unlocking Public and Private Finance for the Poor

NOS PARTENAIRES

